

Réduire radicalement les gaz à effet de serre

LES RESPONSABILITÉS DU CANADA POUR PRÉVENIR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le changement climatique est en voie de devenir l'un des enjeux déterminants du XXI^e siècle. La façon dont nous optons de relever le défi aujourd'hui va façonner nos prochaines décennies. Notre santé, nos écosystèmes, notre économie et jusqu'à notre planète même en dépendent.

Il existe un consensus scientifique quant au fait que la combustion de charbon, de pétrole et de gaz a retenu d'énormes quantités de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère et que ces gaz sont en train de fondamentalement modifier la vie sur Terre. À moins d'apporter des changements radicaux à notre utilisation d'énergie, nous vivrons un avenir marqué par un redoublement de la pollution atmosphérique, des tempêtes, des inondations, des sécheresses, des pénuries d'eau et des maladies.

Ce funeste scénario n'est pourtant pas inévitable. Aux quatre coins du monde, les dirigeants politiques, les chefs d'entreprise et les particuliers commencent à relever le défi du changement climatique. Le Protocole de Kyoto, un accord international exigeant des pays industrialisés qu'ils réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre, est enfin entré en vigueur en février 2005.

Mais le Protocole de Kyoto n'est qu'une première étape. Un nouveau rapport de la Fondation David Suzuki et de l'Institut Pembina révèle que le Canada – et le reste du monde – doit dépasser de beaucoup les cibles de Kyoto s'il entend lutter efficacement contre les changements climatiques. Le rapport recommande que le Canada :

- **réduise ses émissions de GES de 25 % au dessous du niveau de 1990 d'ici 2020**
- **réduise ses émissions de GES de 80 % au dessous du niveau de 1990 d'ici 2050**

Le rapport démontre que seules de considérables baisses à long terme des émissions préviendront les dangereuses répercussions des changements climatiques. Arrêter simplement la hausse des émissions de GES ne suffira pas à stabiliser la concentration des gaz qui se sont accumulés dans l'atmosphère. *Réduire radicalement les gaz à effet de*

serre démontre que, pour mettre fin à l'accumulation des concentrations, le Canada – et le reste du monde – doit faire chuter les émissions à une fraction de leur niveau actuel.

Rien d'autre ne pourra empêcher toute perturbation dangereuse du système climatique.

Kyoto et après

En vertu du Protocole de Kyoto, le Canada a convenu de réduire ses émissions de GES de 6 % d'ici 2012. Mais le gouvernement fédéral n'a pris aucun engagement concernant les cibles de réduction bien plus élevées qui seront nécessaires une fois la première série de cibles de Kyoto terminée en 2012. Autrement dit, la politique actuelle du Canada sur les changements climatiques s'arrête subitement au 1er janvier 2013.

Réduire radicalement les gaz à effet de serre fixe des cibles canadiennes de réduction des GES pour l'après-2012 et explique comment le Canada devrait aborder les négociations internationales en la matière.

Le rapport arrive à un tournant critique. Du 28 novembre au 9 décembre 2005, la ville de Montréal accueillera la conférence annuelle des Nations Unies sur les changements climatiques.

Ce sera la plus grande conférence du monde sur le climat depuis l'adoption du Protocole de Kyoto en 1997, et la première réunion des 155 pays qui ont ratifié le Protocole depuis son entrée en vigueur plus tôt cette année. Ce sera en outre la première fois qu'une telle conférence aura lieu en Amérique du Nord.

L'une des questions clés qu'on y discutera concerne ce qui se passera après 2012, date d'expiration de la première série de cibles de Kyoto. Étant donné que le gouvernement du Canada présidera la conférence, le monde entier fixera les yeux sur le Canada. Cette situation ne manquera pas d'intensifier l'urgence qu'il y a à établir notre politique climatique pour l'après-2012 et de braquer les projecteurs sur le rôle du Canada dans l'effort mondial de réduction à long terme des gaz à effet de serre.

C'est donc le moment ou jamais pour le Canada de faire preuve d'un véritable leadership à l'échelle internationale.

L'importance des objectifs à long terme

Le ministre fédéral de l'Environnement, Stéphane Dion, a déclaré que « d'importantes réductions des émissions mondiales sont essentielles ». Pourtant le plan actuel du Canada sur les changements climatiques ne propose aucune cible et ne prévoit aucune mesure précise pour la période d'après 2012.

Cette situation pose plusieurs graves problèmes. Voici pourquoi:

- Faute de définir l'objectif à atteindre d'ici 50 ans, les gouvernements ne peuvent pas prendre les décisions politiques qui s'imposent pour guider la démarche des dix prochaines années.
- La politique énergétique du Canada, qui appuie notamment l'expansion d'activités polluantes comme le développement des sables bitumineux, va nettement à l'encontre de sa politique climatique. Il faut donc revoir la politique énergétique

INFO-ÉCLAIR >>> Impacts et solutions

IMPACTS

Si les gaz à effet de serre continuent d'augmenter de façon incontrôlée, les changements climatiques pourraient causer :

- Une élévation du niveau de la mer qui suffirait à inonder des régions habitées par des millions de personnes
- Des tempêtes tropicales plus fréquentes
- Un risque supplémentaire de paludisme pour des centaines de millions de personnes
- Un risque supplémentaire de pénurie d'eau pour des milliards de personnes
- La disparition généralisée de nombreuses espèces
- La destruction de plus de la moitié des récifs coralliens du monde
- Une réduction de plus de 50 % de l'étendue des glaces de mer dans la région du Pôle Nord en été, menaçant la survie culturelle de plusieurs communautés arctiques

SOLUTIONS

Lutter contre les changements climatiques au moyen d'un plan à long terme prévoyant de fortes réductions des émissions aura des avantages environnementaux et économiques pour le Canada.

Un effort concerté de baisse de la consommation d'énergie et des déchets réduira les factures énergétiques des entreprises et des particuliers, ce qui permettra de rediriger ces montants vers d'autres biens et services. Des études estiment que si le Canada réduit ses émissions de GES de moitié d'ici 2030, l'industrie et les consommateurs réaliseront des économies d'énergie annuelles dépassant les 30 milliards \$.

L'adoption d'énergie plus propre et de procédés industriels plus efficaces et novateurs créera des emplois en conception et fabrication dans le domaine énergétique, améliorera la santé humaine et contribuera à protéger l'environnement.

Les objectifs politiques éclairés en mesure de réduire la demande en énergie d'ici 2030 pourraient notamment comprendre :

- Doubler l'efficacité thermique des bâtiments résidentiels et commerciaux
- Doubler le rendement du carburant des camions et tripler celui des automobiles
- Doubler l'efficacité moyenne des appareils électriques, y compris les luminaires, les moteurs et les appareils ménagers
- Améliorer l'efficacité énergétique de la production industrielle de 1 % par an
- Éliminer progressivement les centrales électriques au charbon et les centrales nucléaires à mesure que la demande en électricité diminue et que de nouvelles occasions de recourir à l'énergie renouvelable se présentent

SOURCE : *Kyoto et au-delà*, Fondation David Suzuki et Réseau action climat du Canada, 2002

du Canada pour l'aligner sur sa politique climatique, mais cela n'est possible que si la politique climatique ne se limite pas au court terme.

- Les producteurs d'énergie canadiens envisagent de faire des investissements en infrastructures de l'ordre de 200 milliards \$ au cours de 20 prochaines années, ce qui risque d'entraîner d'énormes émissions de GES et une durée de vie prévue des installations de 40 ans et plus.
- Sans objectifs clairs de réduction des GES à moyen et long terme, le secteur privé n'est pas motivé à investir pour mettre au point et implanter les technologies nécessaires à une réduction radicale des émissions de GES.

Une occasion pour le Canada

Il est essentiel que les pays industrialisés qui ont ratifié le Protocole de Kyoto, y compris le Canada, respectent ses objectifs à court terme. Les cibles de réduction à long terme, à elles seules, ne sont pas suffisantes. Les cibles à court et moyen terme sont importantes pour garantir que la question demeure une priorité politique et que les gouvernements passent à l'action sans plus tarder.

Mais il est tout aussi essentiel d'arriver à une vaste entente internationale qui mènera à des réductions de GES beaucoup plus importantes pour l'après-2012.

Réduire radicalement les gaz à effet de serre prie instamment le Canada d'adopter le plus tôt possible des cibles de réduction des émissions à moyen et long terme, pour permettre au Canada de jouer un rôle clé dans l'effort mondial de réduction radicale des émissions de GES. Comme le démontre le rapport, l'ampleur et l'urgence du problème exigent un leadership audacieux et inventif basé sur le besoin fondamental d'éviter les catastrophes humaines, économiques et environnementales qui découleront des changements climatiques incontrôlés.



David
Suzuki
Foundation

SOLUTIONS ARE IN OUR NATURE

Par l'entremise de la science et de l'éducation, la Fondation David Suzuki oeuvre pour la protection de la diversité de la nature et de notre qualité de vie, aujourd'hui et pour les générations futures.

2211 West 4th Avenue, Suite 219
Vancouver, BC
Canada V6K 4S2
Site Web : www.davidsuzuki.org
Téléphone : 604.732.4228
Télécopieur : 604.732.0752



L'Institut Pembina propose des solutions innovatrices et durables dans le domaine de l'énergie par le biais de la recherche, de l'éducation et de l'intervention publique.

Box 7558
Drayton Valley, AB
Canada T7A 1S7
Site Web : www.pembina.org
Téléphone : 780.542.6272
Courriel : info@pembina.org

